

CDEN du 18 février 2016
Intervention de l'UNSA EDUCATION
de l'Aveyron



Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs, membres du CDEN de l'Aveyron,

A l'heure où des regroupements se mettent en place avec toute l'organisation et les règles que cela demande, à l'heure où la baisse des effectifs dans le public s'aggrave avec un transfert vers l'école privée, il nous apparaît nécessaire de remettre au centre l'école de la République, l'école publique.

Comme nous l'avons déjà déclaré au mois de novembre dans cette même instance, nous sommes l'école de la République et à ce titre, nous exerçons une mission de service public.

Nous nous devons d'avoir un tissu scolaire organisé sur l'ensemble du territoire, qui ne peut aller vers une concentration vers les grands centres urbains comme d'autres semblent avoir fait le choix. Chez nous, pas de rentabilité, juste la nécessité d'assurer un service public de qualité et de proximité.

Nous nous devons aussi d'avoir une exigence dans la prise en charge des élèves les plus jeunes, notamment en préconisant aux parents d'attendre que leur enfant soit suffisamment prêt pour bien vivre en collectivité. Les règles doivent s'harmoniser pour une meilleure équité entre les écoles, afin que nous ne soyons pas contraints de faire des concessions pour maintenir les effectifs.

Nous nous devons, également, de mettre en place un rythme scolaire qui devrait être une source d'amélioration dans l'apprentissage des élèves qui nous sont confiés. Pourquoi donc cette décision nationale ne s'applique pas aux écoles privées, ont-elles des élèves si différents ?

Pour finir, nous nous devons de promouvoir les idées de la République : la liberté, l'égalité, la fraternité et, en cette période plus que jamais, la laïcité. Ces valeurs sont-elles toutes portées par une école seulement sous contrat avec l'État ?

Vous comprendrez maintenant, nous l'espérons, pourquoi beaucoup d'enseignants voient dans le fonctionnement actuel de l'école privée, une concurrence déloyale. Certains vont voir dans cette déclaration une malheureuse relance de la guerre public-privé. Heureusement, nous sommes pacifistes et, en cela, nous n'avons pas d'objectifs en ce genre mais il est bon de rappeler à tout le monde, à l'heure où des choix budgétaires doivent être faits, que la seule école de la République, c'est celle qui en émane, c'est l'école publique. A ce titre, nous lui devons, vous lui devez, de lui permettre d'avoir les moyens correspondants aux objectifs ambitieux qu'elle porte.